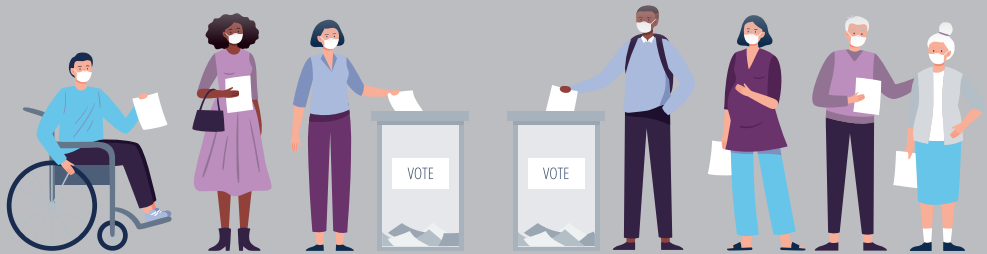


# LES ÉLECTIONS MUNICIPALES SOUS LA LOUPE



**Sandra Breux,**  
professeure à l'INRS et responsable du  
Laboratoire sur les élections locales

Des chercheurs s'attaquent à la méconnaissance de la scène municipale dans l'espoir de lui faire perdre sa réputation de parent pauvre de la démocratie.

Par Dominique Wolfshagen

S'

il est bien connu que les élections municipales n'attirent pas autant d'électeurs aux urnes que les autres exercices politiques, elles

susciteraient toutefois de plus en plus l'intérêt de chercheurs canadiens, selon **Sandra Breux**, professeure au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) et responsable du Laboratoire sur les élections locales (LABEL). «Je n'aurais pas dit ça il y a 10 ans, mais maintenant, ça bouge beaucoup!» lance-t-elle.

Au cœur de ce gain de popularité : la multiplication des collaborations entre des chercheurs de partout au pays. Sandra Breux s'est d'abord alliée à Laurence Bherer, de l'Université de Montréal, afin de scruter les élections municipales québécoises. Elle a ensuite élargi le réseau à l'échelle canadienne en créant le LABEL en 2014, en plus de travailler avec Jérôme Couture, de l'Université Laval, avec qui elle

a publié en 2018 l'ouvrage *Accountability and Responsiveness at the Municipal Level: Views from Canada*.

Cette mise en commun des connaissances et des efforts a mené à une compréhension plus fine des facteurs régissant la participation aux élections municipales. «La taille de la municipalité joue un grand rôle : plus la municipalité est petite, plus la participation est grande. Cette tendance s'expliquerait notamment par la théorie voulant que plus un électeur a l'impression que son vote a des chances d'influencer le résultat, plus il est probable qu'il se déplace aux urnes», rapporte la chercheuse.

Les taux de participation augmenteraient également lors d'élections plus serrées ou compétitives, notamment en présence d'un grand nombre de candidats ou de questions précises (des propositions de projets mobilisateurs, ou encore des scandales ou soupçons de corruption, notamment). Autrement dit, le contexte particulier de chaque municipalité est ce qui a le plus de poids.

Maintenant que les chercheurs comprennent mieux les paramètres prédisant le taux de participation, leur attention se tourne davantage vers les éléments

plus difficiles à chiffrer. Par exemple, comment l'intérêt de l'électeur est-il modulé par l'information locale, ou alors par la présence et le rôle des femmes en politique municipale? Ou encore, comment solliciter l'électorat plus jeune, qui a tendance à moins voter de manière générale? «Il nous manque encore beaucoup d'informations sur le profil de l'électeur», concède Sandra Breux. Certaines pistes sont déjà explorées, comme l'hypothèse qu'un citoyen est plus susceptible de s'intéresser aux élections municipales s'il est propriétaire. Cependant, pour le moment, les études sur le sujet n'arrivent pas à un consensus.

En fin de compte, les chercheurs planchent encore sur la façon d'intéresser l'électeur à ces mal-aimées des exercices politiques que sont les élections municipales. Il s'agit pourtant du type de pouvoir que les citoyens peuvent influencer le plus directement, sans compter qu'il touche leur portefeuille ainsi que plusieurs services du quotidien. En éclairant les nombreuses zones d'ombre restantes, le LABEL espère ainsi contribuer à l'augmentation de la participation électorale municipale. ●